



En Occident, contestation de gauche... et de droite

Bouillonnement antisystème en Europe et aux États-Unis

Pas de flonflons pour célébrer le soixantième anniversaire du traité de Rome et du Marché commun, le 25 mars. La bannière européenne a perdu son éclat, tant les politiques de l'Union se sont révélées désastreuses. Partout ont fleuri des mouvements antisystème. Dans quelques pays, ils se situent résolument à gauche. Mais nombre d'entre eux font de la xénophobie leur fonds de commerce.

par Perry Anderson _

Il y a vingt-cinq ans, l'expression « mouvement antisystème » était fréquemment employée, notamment par les sociologues Immanuel Wallerstein et Giovanni Arrighi, pour décrire les diverses forces de gauche hostiles au capitalisme. De nos jours, elle reste pertinente en Occident, mais sa signification a changé. Les mouvements contestataires qui se sont multipliés au cours des dix dernières années ne se rebellent plus contre le capitalisme, mais contre le néolibéralisme — c'est-à-dire la déréglementation des flux financiers, la privatisation des services publics et le creusement des inégalités sociales, cette variante du règne du capital mise en place en Europe et aux États-Unis depuis les années 1980. L'ordre politique et économique qui en découle a été accepté presque indistinctement par des gouvernements de centre droit et de centre gauche, consacrant le principe de la pensée unique illustré par la maxime de Margaret Thatcher : « Il n'y a pas de solution de rechange » (*There is no alternative*, ou TINA). Deux types de mouvements se sont développés en réaction à ce système. De droite ou de gauche, ils sont stigmatisés par les classes dirigeantes, qui les présentent comme une menace unique : celle du populisme.

Ce n'est pas un hasard si ces mouvements sont d'abord apparus en Europe plutôt qu'aux États-Unis. Soixante ans après le traité de Rome, l'explication est simple. Le Marché commun de 1957, qui prolongeait la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) — conçue par Robert Schuman à la fois pour éviter le retour d'un siècle d'hostilités franco-allemandes et pour consolider la croissance économique d'après-guerre en Europe de l'Ouest —, était le produit d'une période de plein-emploi et de hausse des salaires moyens, d'ancrage de la démocratie représentative et de développement des systèmes de redistribution. Les accords commerciaux découlant du Marché commun empiétaient peu sur la souveraineté des États membres, qui s'en trouvaient renforcés plutôt qu'affaiblis.

Les budgets et les taux de change étaient décidés au niveau national, par des Parlements responsables devant leurs électeurs, où l'on débattait avec vigueur d'orientations politiques très distinctes. Paris s'était d'ailleurs illustré en freinant les tentatives de la Commission de Bruxelles d'étendre ses prérogatives. La France du général de Gaulle mais aussi, de manière beaucoup plus discrète, l'Allemagne de l'Ouest de Konrad Adenauer conduisaient une politique étrangère indépendante de Washington et capable de lui résister.

La fin des « trente glorieuses » a bouleversé cette construction. Dès le milieu des années 1970, les sociétés capitalistes développées sont entrées dans une longue phase de déclin, analysée par l'historien américain Robert Brenner (1) : décennie après décennie, une diminution durable des taux de croissance et un ralentissement de la productivité, moins d'emplois et plus d'inégalités, le tout ponctué par de fortes récessions. À partir des

années 1980, au Royaume-Uni et aux États-Unis d'abord, puis dans toute l'Europe, la stratégie s'inverse : réduction des allocations sociales, privatisation des industries et des services publics, déréglementation des marchés financiers. Le néolibéralisme fait son entrée. En Europe, cependant, il acquiert au fil du temps une forme institutionnelle particulièrement rigide, à mesure que le nombre d'États membres de ce qui deviendra l'Union européenne est multiplié par quatre, englobant ainsi une grande zone de main-d'œuvre bon marché à l'est.

Du marché unique (1986) au pacte budgétaire (2012) en passant par le pacte de stabilité et de croissance (1997), les Parlements nationaux ont été supplantés par une structure d'autorité bureaucratique protégée de la volonté populaire, comme l'avait prédit et réclamé l'économiste ultralibéral Friedrich Hayek. Une fois cette mécanique en place, une austérité draconienne a pu être imposée d'en haut à un électorat sans recours, sous la direction conjointe de la Commission européenne et d'une Allemagne réunifiée devenue l'État le plus puissant de l'Union, et dont les penseurs dominants annonçaient sans précaution la vocation hégémonique sur le continent. Pendant la même période, l'Union et ses membres ont cessé de jouer un rôle dans le monde et d'agir à rebours des directives américaines (2). Lors de la dernière phase de cette subordination, ils se sont placés aux avant-postes des politiques de néo-guerre froide envers la Russie, orchestrées par Washington et payées par l'Europe.

Abrogation du contrôle démocratique

Dès lors que, faisant fi des référendums successifs, la caste de plus en plus oligarchique de l'Union européenne se joue de la volonté populaire et inscrit ses diktats budgétaires dans la Constitution, il n'est pas étonnant qu'elle provoque tant de mouvements de contestation de tous bords. À quoi ressemblent-ils ? Dans le noyau dur de l'Europe d'avant l'élargissement, autrement dit l'Europe occidentale de la guerre froide (écartons pour l'instant l'Europe centrale et orientale, dont la topographie était alors radicalement différente), les mouvements de droite dominent l'opposition au système en France (Front national, FN), aux Pays-Bas (Parti pour la liberté, PVV), en Autriche (Parti de la liberté d'Autriche, FPÖ), en Suède (Démocrates de Suède), au Danemark (Parti populaire danois, DF), en Finlande (Vrais Finlandais), en Allemagne (Alternative pour l'Allemagne, AfD) et au Royaume-Uni (UKIP).

En Espagne, en Grèce et en Irlande prévalent en revanche des mouvements de gauche, respectivement Podemos, Syriza et Sinn Féin. L'Italie constitue un cas à part dans la mesure où elle conjugue un mouvement antisystème situé clairement à droite, la Ligue du Nord, et un parti, plus puissant encore, qui dépasse le clivage gauche-droite : le Mouvement 5 étoiles (M5S). La rhétorique extraparlamentaire de ce dernier sur l'impôt et l'immigration le classerait à droite, mais son action parlementaire le situe plutôt à gauche, en raison de la constante opposition qu'il a manifestée au gouvernement de M. Matteo Renzi, notamment sur les questions d'éducation et de déréglementation du marché du travail, et de son rôle décisif dans la mise en échec du projet de rendre plus autoritaire la Constitution italienne (3). À cet ensemble s'ajoute Momentum, une organisation qui a émergé au Royaume-Uni pour favoriser l'élection inattendue de M. Jeremy Corbyn à la tête du Labour. À l'exception de l'AFD, tous les mouvements de droite sont apparus avant la crise de 2008, pour certains pendant les années 1970, voire plus tôt encore. En revanche, la montée de Syriza et la naissance du M5S, de Podemos et de Momentum découlent de la crise financière mondiale.

Dans ce décor général, le fait central est que, dans leur ensemble, les mouvements de droite pèsent plus lourd que ceux de gauche, si l'on en juge par le nombre de pays où ils dominent et par leur force électorale cumulée. Cet avantage s'explique par la structure du système néolibéral contre lequel ils s'insurgent, qui trouve son expression la plus brutale et la plus concentrée dans ce qu'est devenue l'Union européenne.

Son ordre se fonde sur trois principes : réduction et privatisation des services publics, abrogation du contrôle et de la représentation démocratiques, déréglementation des facteurs de production. Tous trois sont omniprésents au niveau national en Europe comme ailleurs, mais ils se manifestent de manière plus intense encore au sein de l'Union. L'attestent les pressions infligées à la Grèce, la série de référendums bafoués et l'ampleur croissante du

dumping salarial. Dans l'arène politique, ces orientations directrices alimentent les inquiétudes principales de la population et motivent ses manifestations d'hostilité au système, qui concernent l'austérité, la perte de souveraineté et l'immigration.

Les mouvements antisystème se différencient par l'importance qu'ils attribuent à chacun de ces facteurs, déterminant ainsi les aspects de la palette néolibérale qu'ils choisissent de cibler en priorité.

La raison la plus évidente du succès des mouvements de droite tient à ce qu'ils se sont d'emblée approprié la question de l'immigration. Ils jouent sur les réactions xénophobes et racistes afin de gagner le soutien des couches de la population les plus vulnérables. À l'exception des mouvements néerlandais et allemand, adeptes du libéralisme économique, cette position est intimement associée non à la dénonciation mais à la défense de l'État-providence, menacé selon eux par l'arrivée de migrants — une thèse défendue par les mouvements antisystème de droite en France, au Danemark, en Suède et en Finlande.

Toutefois, on aurait tort d'attribuer leur avantage à ce seul argument. Dans certains États importants, comme l'illustre le FN, ils combattent également sur d'autres fronts, par exemple celui de l'union monétaire. L'euro et la Banque centrale tels qu'ils ont été conçus à Maastricht ont associé l'austérité et le déni de la souveraineté populaire dans un seul et même système. Les mouvements de gauche les mettent en accusation avec autant de véhémence, voire davantage, mais ils tendent à proposer des solutions moins radicales. En revanche, le FN ou la Ligue du Nord préconisent des remèdes draconiens et percutants aux « fléaux » de la monnaie unique et de l'immigration : sortir de la zone euro et fermer les frontières. La gauche, à quelques exceptions près, n'a pas formulé d'exigences aussi explicites. Elle propose au mieux d'apporter à la monnaie unique quelques ajustements techniques trop complexes pour mobiliser un large électorat ; sur l'immigration, il est rare qu'elle aille au-delà des bons sentiments.

Un statu quo détesté

L'immigration et l'union monétaire posent problème à la gauche pour des raisons historiques. Le traité de Rome reposait sur la promesse d'une libre circulation des capitaux, des biens et de la main-d'œuvre au sein d'un Marché commun européen. Tant que celui-ci se limitait aux pays d'Europe occidentale, seule la mobilité des deux premiers facteurs de production comptait vraiment, les migrations transfrontalières restant en général — la France est une exception — plutôt modestes. Cependant, à compter de la fin des années 1960, la population de travailleurs immigrés issue des anciennes colonies africaines, asiatiques et caribéennes ainsi que des régions semi-coloniales de l'ancien Empire ottoman atteignait déjà un nombre significatif. L'élargissement à l'Europe centrale a ensuite amplifié les migrations intra-européennes. Enfin, les interventions néo-impérialistes successives dans les anciennes colonies méditerranéennes — l'attaque-éclair en Libye en 2011 et la participation indirecte à la guerre civile en Syrie — ont amené en Europe des vagues de réfugiés et un terrorisme de représailles.

Tout cela a attisé la xénophobie, dont les mouvements antisystème de droite ont fait leur fonds de commerce et que la gauche combat par fidélité à la cause de l'internationalisme humaniste. Les mêmes inclinations ont conduit une grande partie de cette dernière à résister à toute idée de mettre un terme à l'union monétaire, ce qui conduirait selon elle à un nationalisme associé aux catastrophes du passé. L'idéal de l'unité européenne reste à ses yeux une valeur fondamentale. Mais l'Europe réellement existante de l'intégration néolibérale constitue un ordre plus cohérent que toutes les solutions hésitantes qui lui ont été opposées jusque-là. L'austérité, l'oligarchie et la mobilité forment un système interconnecté. La troisième est indissociable de la deuxième : aucun électeur des pays européens n'a jamais été consulté sur l'arrivée plus ou moins importante de main-d'œuvre étrangère dans sa société, laquelle s'est toujours produite à son insu.

La négation de la démocratie qu'est devenue la structure de l'Union a exclu d'emblée toute possibilité de se prononcer sur ces questions. Le rejet de cette Europe-là par les mouvements de droite apparaît plus cohérent politiquement que celui de la gauche — une autre raison de l'avance des premiers sur la seconde.

L'arrivée du M5S, de Syriza, de Podemos et de l'AfD a marqué un bond en avant du mécontentement populaire en Europe. Les sondages actuels affichent des niveaux record de rejet de l'Union. Mais, à gauche comme à droite, le poids parlementaire des mouvements antisystème reste limité. Au niveau européen, lors des dernières échéances électorales, les trois meilleurs résultats de la droite antisystème — obtenus par l'UKIP, le FN et le Parti populaire danois — se situaient aux alentours du quart des voix. Au niveau national, en Europe de l'Ouest, le score moyen de toutes ces forces — gauche et droite confondues — atteint environ 15 %. Un sixième de l'électorat ne représente pas une menace sérieuse pour l'ordre établi. Un quart peut poser problème, mais le « danger populiste » dont s'alarme la presse demeure très relatif. Les seules fois où un mouvement antisystème a accédé au pouvoir (ou semblait sur le point d'y parvenir), c'était à cause d'un mode de scrutin censé favoriser des partis majoritaires et qui s'est retourné contre ces derniers, comme en Grèce, ou qui a failli le faire, comme en Italie.

Il existe en réalité un grand écart entre le degré de désillusion populaire à l'encontre de l'Union européenne néolibérale d'aujourd'hui (4) et le soutien aux forces qui prétendent s'y opposer. Si l'indignation ou le dégoût sont devenus courants depuis quelque temps déjà, le vote des Européens est (et reste) déterminé par la peur. Le statu quo socio-économique est largement détesté. Ce qui ne l'empêche pas d'être régulièrement réaffirmé dans les urnes, avec la reconduction des partis qui en sont responsables, par crainte d'affoler les marchés et au risque d'accroître la misère. La monnaie unique n'a permis aucune accélération de la croissance en Europe et a mis en difficulté les pays du Sud les plus fragiles. Pourtant, la perspective d'une sortie de l'euro effraie même ceux qui savent désormais à quel point celui-ci est responsable de leurs maux. La peur l'emporte sur la colère. D'où l'acceptation par les électeurs grecs de la capitulation de Syriza face à Bruxelles, le recul de Podemos en Espagne et les tergiversations du Parti de gauche en France. La logique est partout la même : ce système est mauvais, mais, en l'affrontant, on s'expose à des représailles.

Le désespoir plus fort que la peur

Comment alors expliquer le « Brexit » ? L'immigration de masse, une crainte répandue en Europe, a été stigmatisée sans relâche lors de la campagne pour la sortie de l'Union par M. Nigel Farage, dirigeant de l'UKIP, porte-voix remarqué de cette option aux côtés de grandes figures du Parti conservateur. Mais, ici comme ailleurs, la xénophobie pèse moins que la peur de l'effondrement économique. Au Royaume-Uni, l'hostilité aux étrangers s'est accrue à mesure que les gouvernements successifs mentaient sur l'ampleur de l'immigration. Toutefois, si le référendum ne s'était joué qu'entre ces deux peurs, comme le souhaitait la classe politique, le camp qui militait pour que le pays reste dans l'Union l'aurait sans doute emporté à une large majorité — en témoigne le référendum sur l'indépendance écossaise en 2014.

Trois autres facteurs ont déterminé l'issue du scrutin. Après Maastricht, la classe politique britannique a refusé la camisole de l'euro pour mieux mettre en œuvre sa propre vision du néolibéralisme, plus drastique encore que toutes celles du continent. Les excès financiers du New Labour ont précipité le Royaume-Uni dans la crise bancaire avant les autres pays européens, et l'austérité draconienne du gouvernement conservateur-libéral a été sans équivalent endogène sur le continent. Économiquement, les résultats de cette politique britannique parlent d'eux-mêmes. Aucun autre pays européen ne souffre d'un tel clivage politique entre une métropole aisée autonome, à Londres et dans le Sud-Est, et une région désindustrialisée et paupérisée dans le Nord et dans le Nord-Est. Dans bien des zones, les électeurs estimaient donc ne pas avoir grand-chose à perdre en cas de sortie de l'Union — une perspective plus abstraite que celle de renoncer à l'euro —, quoi qu'il puisse arriver à la City et aux investissements étrangers. Le désespoir a pris le pas sur la peur.

Politiquement aussi, aucun pays européen n'a faussé de manière aussi flagrante le système électoral. Si, en 2014, l'UKIP est devenu le plus grand parti britannique au Parlement européen grâce à la représentation proportionnelle, l'année suivante ce parti n'a obtenu qu'un siège à Westminster après avoir recueilli 13 % des voix, alors que le Parti national écossais (SNP), avec 5 % des suffrages à l'échelle du pays, décrochait cinquante-cinq sièges. Tant que le Parti travailliste ou le Parti conservateur, bénéficiaires de ce système, alternaient au pouvoir pour conduire des politiques interchangeableables, les électeurs du bas de la pyramide des salaires boudaient massivement les urnes. Lorsqu'ils ont perçu dans le référendum national la chance de faire un vrai choix, ils se sont déplacés en nombre ; dans les régions les plus défavorisées, la participation a grimpé d'un coup, livrant le verdict qu'on connaît sur les bilans accablants de MM. Anthony Blair, Gordon Brown et David Cameron.

Dernier facteur, et non des moindres : la différence historique qui sépare le Royaume-Uni du continent. Culturellement, non seulement la Grande-Bretagne a été un empire beaucoup plus puissant que ses rivaux européens pendant des siècles, mais, de surcroît, contrairement à la France, l'Allemagne, l'Italie et la plupart des États de l'Union, elle n'a subi ni défaite, ni invasion, ni occupation lors des deux guerres mondiales. Dans un tel contexte, la captation des pouvoirs locaux au profit d'une bureaucratie établie en Belgique ne pouvait qu'être rejetée davantage qu'ailleurs : pourquoi un État qui, par deux fois, avait remis Berlin à sa place devrait-il se soumettre à Bruxelles ou à Luxembourg ? La question de l'identité pouvait donc, plus aisément que sur le continent, supplanter celle de l'intérêt matériel. C'est pourquoi l'idée selon laquelle la crainte des conséquences économiques supplante celle de l'immigration n'a pas fonctionné, en raison d'un mélange de désespoir économique et d'orgueil national.

C'est dans des conditions similaires que, aux États-Unis, suffisamment d'ouvriers blancs des régions industrielles déclinantes et abandonnées ont pu porter à la présidence un candidat républicain au parcours et au tempérament inédits, exécuté par les faiseurs d'opinion des deux partis en même temps que mal vu par nombre de ses propres électeurs. Là comme au Royaume-Uni, le désespoir des régions désindustrialisées a eu raison de l'appréhension face à ce saut dans l'inconnu. De manière plus crue et explicite qu'en Europe, du fait de la longue histoire du racisme aux États-Unis, l'immigration y a été également dénoncée, et des barrières — physiques et légales — érigées pour l'endiguer. Enfin, et surtout, la grandeur impériale n'est pas pour les Américains un souvenir lointain, mais une dimension bien réelle et une revendication naturelle pour l'avenir, abandonnée pourtant par les tenants du pouvoir au profit d'une mondialisation jugée responsable de la misère du peuple et de l'humiliation du pays. « *Make America great again* » (« Rendre à l'Amérique sa grandeur ») — une fois qu'elle aura renoncé aux fétiches de la libre circulation des biens et de la main-d'œuvre, et balayé les entraves du multilatéralisme : M. Donald Trump n'a pas eu tort de proclamer que sa victoire représentait un « Brexit » à grande échelle. Cette révolte était bien plus spectaculaire que l'autre : elle ne se limitait pas à une seule question — largement symbolique aux yeux des Britanniques — et elle était dépourvue de tout vernis de respectabilité institutionnelle ou d'approbation des commentateurs.

La victoire de M. Trump a soulevé l'indignation des dirigeants politiques européens, de centre droit comme de centre gauche. D'abord en raison de sa transgression affichée des convenances usuelles sur l'immigration. L'Union européenne elle-même ne manifeste aucun scrupule lorsqu'il s'agit pour elle de contenir les réfugiés dans la Turquie de M. Recep Tayyip Erdoğan, avec ses dizaines de milliers de prisonniers politiques, la torture policière et la suspension générale de l'État de droit, ou de détourner le regard devant les barricades de barbelés dressées au nord de la Grèce pour que les réfugiés restent enfermés dans les îles de la mer Égée. Toutefois, soucieuse de décence diplomatique, l'Europe ne s'est jamais ouvertement félicitée de ces exclusions. En réalité, ce qui l'inquiète vraiment n'est pas tant la brutalité de M. Trump en la matière que son rejet de l'idéologie du libre-échange, son dédain apparent pour l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) et sa disposition à adopter une attitude moins belliqueuse envers la Russie. Seul le temps dira s'il ne s'agit là de sa part que de remarques provocatrices, vouées à tomber dans l'oubli, comme déjà nombre de ses engagements de politique intérieure. En tout cas, son élection a rendu visible une différence

significative entre de nombreux mouvements antisystème de droite (ou vaguement centristes) et la gauche traditionnelle, qu'elle soit rose ou verte : en France et en Italie, les premiers ont rejeté les politiques de néo-guerre froide et les opérations militaires applaudies par les seconds, en particulier l'intervention en Libye et les sanctions infligées à la Russie.

Les convulsions antisystème de droite, tels le référendum britannique et les élections américaines, se sont accompagnées d'une poussée de la gauche — M. Bernie Sanders aux États-Unis, le phénomène Corbyn au Royaume-Uni —, à une échelle plus modeste mais plus inattendue. Cependant, les conséquences de l'élection de M. Trump et du « Brexit » s'avéreront probablement moindres qu'on ne l'annonce. Dans les deux pays, l'ordre établi est loin d'être défait, et on a vu en Grèce sa capacité à absorber et à neutraliser avec une rapidité impressionnante les révoltes d'où qu'elles viennent. Il a d'ailleurs déjà développé des anticorps — exprimés par de jeunes cadres soi-disant dynamiques qui affichent un simulacre de contestation contre les impasses et la corruption. Ils promettent des politiques plus transparentes, plus dynamiques, en transcendant ainsi les partis actuels en déroute. C'est le cas de M. Albert Rivera (de Ciudadanos) en Espagne et de M. Emmanuel Macron en France.

Mais, pour les courants antisystème de gauche, la leçon à tirer de ces dernières années est claire. S'ils ne veulent plus être éclipsés par leurs homologues de droite, ils ne peuvent plus se permettre d'être moins radicaux et moins cohérents qu'eux dans leur opposition au système. En d'autres termes, admettre la probabilité que dorénavant l'Union européenne dépend tellement des décisions qui l'ont façonnée comme construction néolibérale qu'on ne peut plus sérieusement penser à sa réforme, et qu'il faudrait la défaire afin de bâtir quelque chose de mieux. Que ce soit par la sortie de l'Union telle qu'elle existe ou par la construction de l'Europe sur une autre base, en jetant Maastricht au feu. À l'heure actuelle, ni l'une ni l'autre n'est proche.

Perry Anderson

Historien, professeur à l'université de Californie à Los Angeles. Auteur de l'ouvrage *Le Nouveau Vieux Monde*, Agone, Marseille, 2011.

(1) Robert Brenner, *The Economics of Global Turbulence : The Advanced Capitalist Economies from Long Boom to Long Downturn, 1945-2005*, Verso Books, New York, 2006.

(2) L'opposition de la France et de l'Allemagne à la guerre d'Irak en 2003 doit être relativisée : M. Jacques Chirac avait accepté que les avions de guerre américains survolent l'espace aérien français ; des agents spéciaux allemands stationnés à Bagdad avaient communiqué leurs informations aux instigateurs de l'invasion. Et deux mois après celle-ci, le 22 mai 2003, les deux pays votaient la résolution 1483 du Conseil de sécurité des Nations unies qui entérinait l'occupation américaine de l'Irak.

(3) Lire Raffaele Laudani, « [Matteo Renzi se rêve en phénix](#) », *Le Monde diplomatique*, janvier 2017.

(4) L'été dernier, la majorité des Français et des Espagnols exprimaient de l'aversion envers elle ; et même en Allemagne, à peine la moitié des sondés avaient une opinion positive de l'Union.

[Union européenne](#) [Idées](#) [Immigrés](#) [Réfugiés](#) [Nationalisme](#) [Extrême droite](#) [Parti politique](#) [Protectionnisme](#) [Extrême gauche](#) [Relations internationales](#) [États-Unis](#)

